

# Activité économique

Au premier trimestre 2024, l'activité a conservé un rythme de croissance modérée (+0,2 % après +0,3 %, ► **figure 1**). La demande intérieure est restée atone (contribution à la croissance du PIB de +0,1 point après 0,0), la légère progression de la consommation des ménages (+0,1 % après +0,2 %) étant contrebalancée par la poursuite du repli de l'investissement (-0,4 % après -1,0 %), aussi bien des entreprises que des ménages (► **figure 2**). Comme en fin d'année 2023, la contribution du commerce extérieur à l'activité a été positive (+0,2 point après +1,0), compensée par une réduction des stocks. En particulier, les exportations continuent de progresser vigoureusement (+1,2 % après +1,0 %).

Côté offre, l'activité a flanché dans l'industrie manufacturière, mais avec de fortes disparités sectorielles : la valeur ajoutée dans l'agro-alimentaire a été très dynamique alors que des arrêts ponctuels de production et des problèmes d'approvisionnement ont affecté la production automobile. Dans le même temps, l'activité a poursuivi son recul dans la construction, pour le troisième trimestre consécutif. En parallèle, l'activité dans les services marchands a décéléré (+0,2 % après +0,5 %), notamment dans l'hébergement-restauration.

## ► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2022				2023				2024				2022	2023	2024
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Produit intérieur brut</b>	-0,1	0,4	0,5	0,0	0,1	0,7	0,1	0,3	0,2	0,3	0,5	-0,1	2,6	1,1	1,1
Importations	2,0	0,6	4,6	-0,2	-1,9	1,6	-0,7	-1,7	0,4	1,7	0,5	0,4	9,1	0,7	0,8
Total des ressources	0,5	0,7	1,4	0,1	-0,3	1,0	0,0	0,0	-0,1	0,5	0,5	0,0	4,7	1,4	0,9
Dépenses de consommation des ménages	-1,0	1,3	0,5	-0,2	0,2	0,0	0,5	0,2	0,1	0,5	0,7	0,1	3,0	0,9	1,3
Dépenses de consommation des administrations*	0,3	-0,3	0,4	0,6	-0,2	0,2	0,4	0,4	0,6	0,1	0,1	0,1	2,9	0,8	1,3
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	0,3	-0,8	0,4	0,8	-0,3	0,0	0,3	0,2	0,5	0,1	0,3	0,3	3,0	0,5	1,1
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	0,2	0,5	0,2	0,5	-0,2	0,5	0,5	0,7	1,0	-0,1	-0,2	-0,2	1,8	1,2	1,6
Formation brute de capital fixe (FBCF)	0,3	-0,5	1,3	0,4	-0,1	0,3	0,0	-1,0	-0,4	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,7	-1,0
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	1,1	0,3	3,0	0,8	0,5	0,5	0,6	-1,1	-0,5	0,3	-0,1	0,0	3,0	3,1	-0,8
<i>Ménages</i>	-0,1	-1,3	-2,5	-1,3	-2,7	-2,2	-2,1	-2,0	-1,4	-0,6	-0,4	0,0	-3,3	-8,2	-5,2
<i>Administrations publiques</i>	0,1	-0,7	2,1	2,0	1,9	2,9	0,8	0,2	0,6	0,6	0,2	0,3	0,1	7,1	2,5
Exportations	2,0	-0,7	3,0	0,8	-1,4	3,0	-1,1	1,0	1,2	1,4	0,8	-0,5	8,3	2,5	3,5
Contributions (en point)															
Demande intérieure hors stocks**	-0,4	0,5	0,7	0,2	0,0	0,1	0,4	0,0	0,1	0,3	0,4	0,1	2,4	0,9	0,8
Variations de stocks**	0,2	0,3	0,4	-0,5	-0,1	0,1	-0,2	-0,7	-0,2	0,1	0,1	0,1	0,6	-0,4	-0,6
Commerce extérieur	0,0	-0,4	-0,6	0,3	0,2	0,5	-0,1	1,0	0,2	-0,1	0,1	-0,3	-0,3	0,6	0,9

■ Prévission.

\* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBSLM).

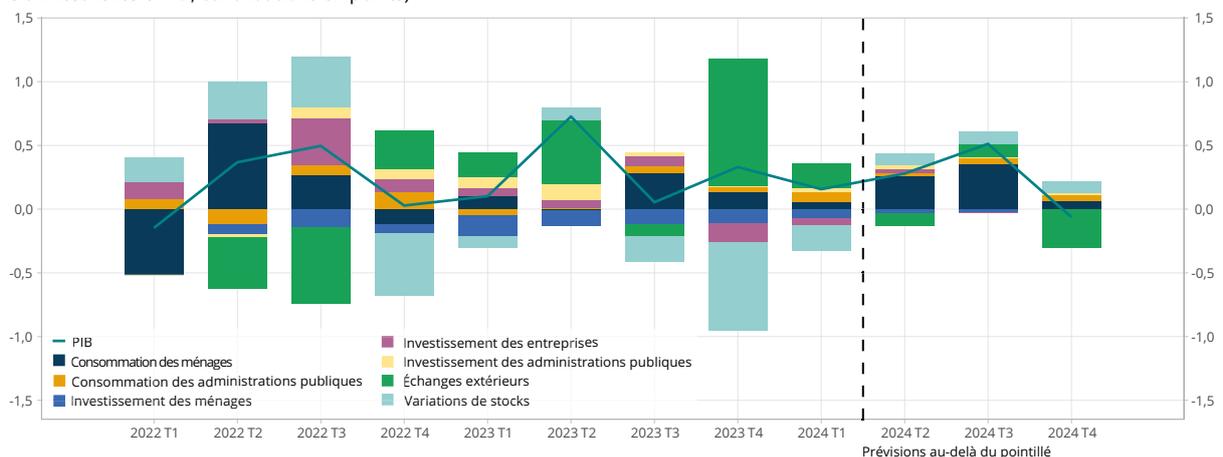
\*\* Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

**Lecture :** au premier trimestre 2024, les importations ont augmenté de 0,4 %.

**Source :** Insee.

## ► 2. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations trimestrielles en % ; contributions en points)



**Lecture :** au deuxième trimestre 2024, le PIB augmenterait par rapport au premier trimestre (+0,3 %) ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution serait d'environ +0,3 point.

**Source :** Insee.

# Conjoncture française

La conjoncture économique, décrite par les enquêtes auprès des entreprises et des ménages, est globalement stable, à un niveau juste moyen : l'indicateur de climat des affaires se maintient à un niveau proche de sa moyenne de longue période depuis plusieurs mois. Le climat de l'emploi s'est maintenu sensiblement au-dessus de la sienne jusqu'en mai mais s'est replié en juin traduisant une normalisation des créations d'emploi, après un premier trimestre dynamique. La confiance des ménages dans la situation économique s'est elle aussi stabilisée, mais à un niveau encore dégradé (► [figure 3](#)).

Dans ce contexte, l'activité continuerait de croître modérément au deuxième trimestre (+0,3 % de croissance du PIB en prévision). L'activité manufacturière continuerait de reculer (-0,2 %), du fait notamment d'un mois de mai marqué par des réductions d'activité liées au positionnement des jours fériés. Dans les services, elle reprendrait un peu d'élan, notamment dans les services aux entreprises (► [figure 4](#)). Dans la construction, l'activité se dégraderait moins fortement : les mises en chantier de logement se stabilisent en effet depuis quelques mois à un niveau bas.

Parmi les principaux postes de la demande, la consommation des ménages, soutenue par un pouvoir d'achat relativement dynamique, accélérerait enfin (+0,5 % après +0,1 %) : en particulier, la consommation d'énergie serait très dynamique du fait d'un mois de mai plus frais. Concernant leur investissement, l'effet de la hausse passée des taux d'intérêt commencerait à se dissiper : il se replierait plus modérément (-0,6 % après -1,4 %). Du côté des entreprises, l'investissement rebondirait légèrement après deux trimestres de fort recul (+0,3 % après -1,1 % et -0,5 %) : l'effet des conditions de financement reste très négatif mais les investissements en services resteraient très dynamiques. Enfin, la contribution du commerce extérieur à l'activité serait négative au deuxième trimestre (-0,1 point) : les importations accéléreraient (+1,7 %) après trois trimestres de recul ou d'atonie et croîtraient ainsi plus vite que les exportations (+1,4 %), pourtant soutenues par d'importantes livraisons aéronautiques et navales. Après plusieurs trimestres de progression solide (environ +0,5 % par trimestre), la consommation des administrations publiques marquerait le pas (+0,1 %) : les mesures d'annulation de crédits annoncées en début d'année commenceraient à peser sur l'activité.

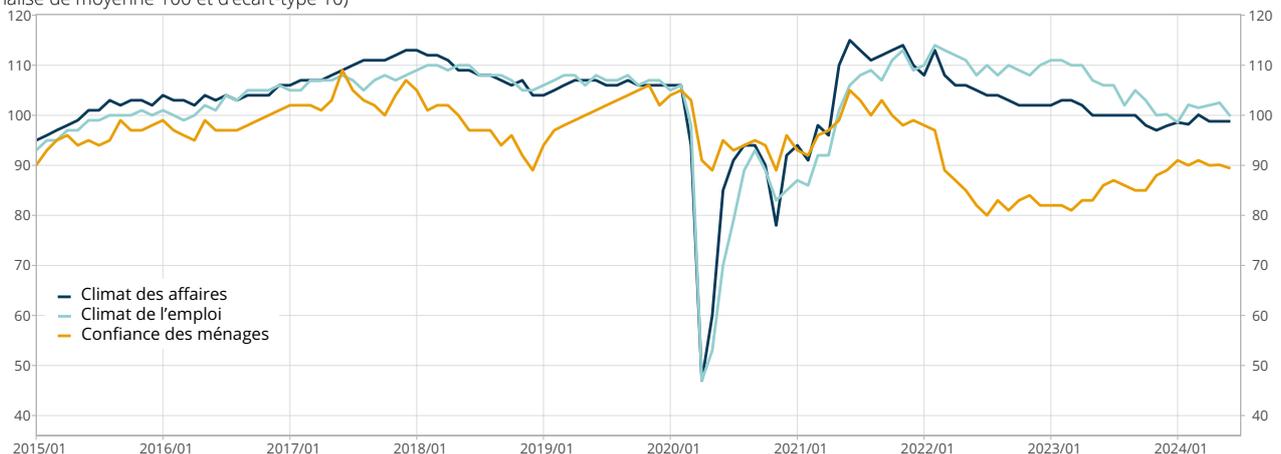
Au second semestre, le profil de l'activité serait marqué par la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris (► [éclairage](#) Un « effet JOP » sur la croissance de l'ordre de 0,3 point de PIB au troisième trimestre) : ainsi, l'activité accélérerait à l'été (+0,5 %) avant de marquer le pas par contrecoup en fin d'année (-0,1 %). En dehors de l'effet ponctuel de l'olympiade parisienne, l'activité conserverait un rythme sous-jacent de l'ordre de +0,2 % par trimestre : la consommation privée croîtrait tendanciellement mais, à l'inverse, la demande publique et l'investissement resteraient atones.

La valeur ajoutée manufacturière rebondirait, portée notamment par la fabrication de matériels de transport : la production automobile progresserait en raison de l'ouverture de nouvelles lignes d'assemblage de véhicules électriques, tandis que la production aéronautique serait stimulée par les objectifs de livraison d'Airbus, même révisés à la baisse.

Du côté de la demande, l'investissement des entreprises serait atone, tandis que celui des ménages se stabiliserait progressivement sous l'effet de la baisse des taux, après deux années de fort recul. La consommation des ménages progresserait en ligne avec le pouvoir d'achat sur l'année, mais son profil serait marqué par les Jeux Olympiques et Paralympiques, dont environ deux tiers des spectateurs attendus résident en France. Elle bondirait à l'été (+0,7 %), en particulier dans les services avec l'enregistrement en comptabilité nationale des ventes de billets lors de la tenue des épreuves, et la hausse attendue de fréquentation du réseau de transport francilien. Par contrecoup, la consommation serait étale en fin d'année (+0,1 %). Les exportations de services présenteraient un profil similaire, au titre du tiers de spectateurs

## ► 3. Climat des affaires, climat de l'emploi et confiance des ménages en France

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



**Dernier point** : juin 2024.

**Lecture** : en juin 2024, le climat des affaires en France s'élève à 99, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

**Source** : enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, Insee.

étrangers venant assister aux épreuves, et du fait de l'enregistrement au moment des épreuves des droits TV vendus à des chaînes étrangères. Les exportations manufacturières continueraient quant à elles d'être marquées par les livraisons de grands contrats aéronautiques et navals.

Au total, la croissance atteindrait +1,1 % en moyenne annuelle en 2024, comme en 2023 (► **figure 5**). Cette apparente stabilité masque en réalité un mouvement d'accélération, la réouverture de centrales nucléaires ayant comptablement contribué à hauteur d'un demi-point à la croissance en 2023 (► **encadré**). ●

## ► 4. Variations trimestrielles d'activité économique par branche (valeur ajoutée)

(variations trimestrielles en %)

Branche	Poids en %	2022				2023				2024				2022	2023	2024
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	1,6	2,5	2,0	2,3	2,1	0,9	1,1	0,0	-0,6	-0,6	-0,8	-0,3	0,3	7,3	4,9	-1,4
<b>Industrie</b>	13,4	-3	-2,4	-0,7	0,4	4,3	2,4	0,1	1,1	1,0	0,2	0,1	0,1	-5,4	5,8	2,7
<b>Industrie manufacturière</b>	11,2	-0,8	-0,8	0,5	-0,3	1,2	2,0	-0,3	0,4	-0,6	-0,2	0,2	0,2	-1,2	2,5	0,1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,9	-2,8	-3,5	-1,6	-1,6	-2,1	1,6	-2,0	-0,1	4,1	-1,0	-	-	-4,7	-4,7	-
Cokéfaction et raffinage	0,1	37,3	37,2	21,4	4,4	-1,1	6,8	10,0	0,7	-0,1	0,0	-	-	64,7	31,7	-
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,5	-0,1	0,0	2,8	-0,1	3,0	1,6	-1,2	-0,6	-1,5	1,0	-	-	1,7	4,8	-
Fabrication de matériels de transport	1,7	-4,0	2,2	4,1	0,7	6,3	5,4	-0,6	1,2	-6,1	-1,7	-	-	0,1	14	-
Fabrication d'autres produits industriels	6,1	0,3	-1,0	-0,4	-0,3	0,1	1,1	0,1	0,6	-0,3	-0,2	-	-	-1,4	0,4	-
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,2	-12,9	-11,0	-8,2	5,4	21,6	4,2	1,7	4,3	3,5	1,2	0,1	0,1	-25,1	23,5	9,8
<b>Construction</b>	5,7	-0,4	-1,9	-0,4	1,5	1,4	1,1	-0,2	-1,2	-2,3	-0,3	-0,3	-0,1	-3,0	2,2	-3,4
<b>Services princip. Marchands</b>	57,5	0,3	1,4	1,1	0,1	-0,5	0,9	0,2	0,5	0,2	0,4	0,9	-0,2	5,6	1,4	1,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10,2	-0,3	0,0	0,6	-0,8	-1,2	0,5	-0,2	0,0	0,4	0,1	-	-	0,7	-1,1	-
Transports et entreposage	4,4	1,4	3,3	1,0	-1,9	-3,5	0,7	-1,4	-0,3	0,5	0,6	-	-	10,9	-3,9	-
Activités financières et d'assurance	3,6	0,0	1,0	1,5	-0,3	-1,3	-0,9	-1,5	-0,5	-2,4	0,4	-	-	2,4	-2,1	-
Activités immobilières	14,0	0,3	0,6	0,3	0,0	0,0	0,3	0,1	0,2	0,2	0,3	-	-	1,7	0,7	-
Hébergement et restauration	2,4	0,9	13,6	3,2	2,6	1,9	4,1	0,9	1,0	0,0	0,3	-	-	44,2	12,8	-
Information et communication	5,5	0,6	1,3	3,5	1,0	1,1	1,9	1,3	1,0	1,1	1,2	-	-	6,2	6,3	-
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14,5	-0,1	0,7	0,8	0,8	0,0	1,6	1,1	1,2	-0,2	0,5	-	-	4,6	3,3	-
Autres activités de services	3,0	2,2	2,8	1,4	0,7	1,1	-0,2	0,6	0,5	0,4	0,1	-	-	22,4	3,3	-
<b>Services princip. Non marchands</b>	21,7	0,7	-0,3	0,0	-0,3	-0,3	-0,2	0,0	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	1,7	-0,7	0,8
<b>Valeur ajoutée totale</b>	100	0,0	0,4	0,6	0,2	0,3	0,9	0,1	0,4	0,2	0,3	0,5	-0,1	2,9	1,6	1,2

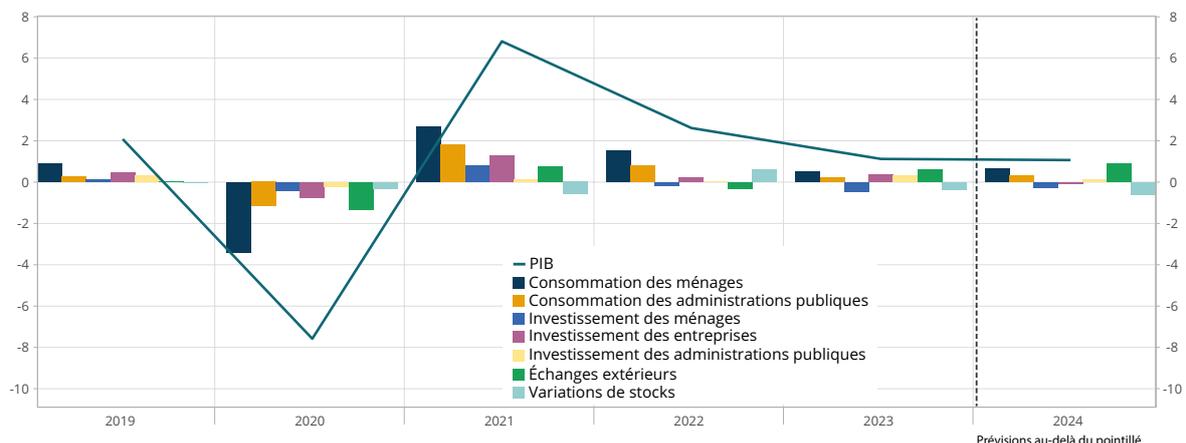
■ Prévisions.

**Lecture** : au premier trimestre 2024, la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière a diminué de 0,6 %. Elle diminuerait de 0,2 % au deuxième trimestre 2024.

**Source** : Insee.

## ► 5. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations annuelles en % ; contributions en points)



**Note** : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

**Lecture** : en 2023, le PIB a augmenté de 1,1 % ; la contribution de la consommation des ménages à la croissance s'est élevée à +0,5 point.

**Source** : Insee.

## En 2023, le redémarrage des centrales nucléaires a contribué pour un demi-point à la croissance du PIB

Fanch Morvan

Un nombre important de réacteurs nucléaires ont été arrêtés en France en 2022 pour des opérations de maintenance ou de contrôle, amplifiés par des phénomènes de corrosion sous contrainte. La production d'origine nucléaire a reculé de 23 % selon RTE, et la production électrique de 15 % : la France a ainsi été importatrice nette d'électricité pour la première fois depuis plus de 40 ans (► **figure 1**). Ce recul a contribué pour -0,4 à -0,5 point (selon l'approche retenue) à la croissance annuelle du PIB en 2022 (qui a atteint +2,6 %). En 2023, le redémarrage des centrales a permis de récupérer les deux tiers de la perte de production subie en 2022 : le solde des échanges extérieurs en électricité s'est fortement amélioré. Au total, le rebond de la production électrique a contribué pour environ +0,4 à +0,6 point à la croissance du PIB (qui a atteint +1,1 %). Cette contribution de même ampleur alors que la production n'a pas entièrement retrouvé son niveau initial provient de forts « effets de chaînage » et de pondération sectorielle liés au niveau élevé des prix de l'électricité en 2022.

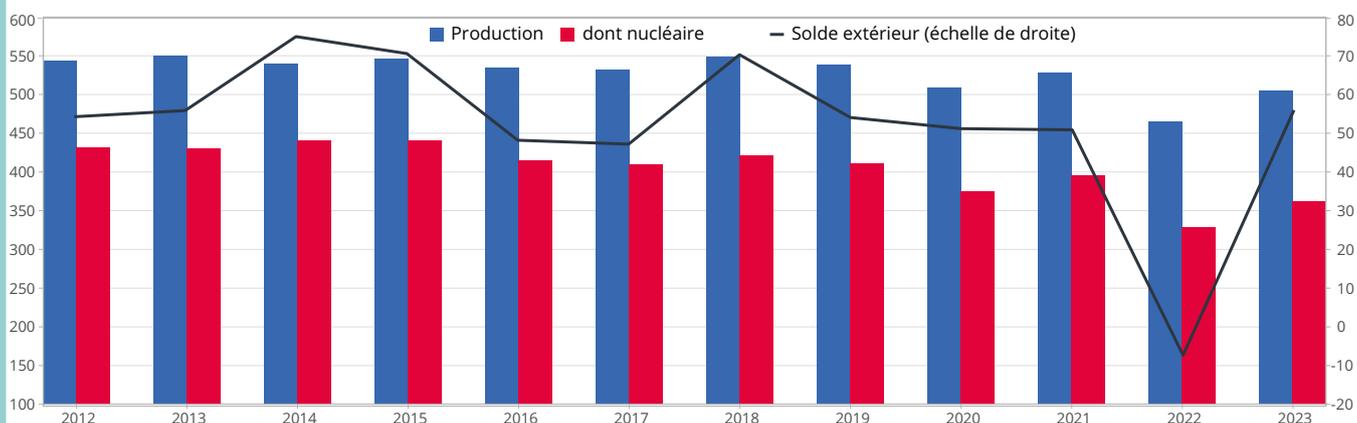
### Une contribution de la production électrique à la croissance de l'ordre de -½ point en 2022 et d'environ un +½ point en 2023...

Pour calculer la contribution des arrêts puis des redémarrages des réacteurs nucléaires à la croissance française, on peut d'abord étudier la contribution à la croissance de la seule valeur ajoutée de la branche électricité : celle-ci est de -0,4 point en 2022 et de +0,4 point en 2023. Ces chiffres peuvent légèrement minorer les effets complets de la disponibilité du parc nucléaire car ils ne prennent pas en compte des effets d'entraînement, comme la hausse de consommations intermédiaires en services des centrales. Une mesure alternative, également imparfaite, est la contribution à la croissance de l'ensemble de la demande intérieure finale et du solde extérieur en électricité : elle est de -0,5 point en 2022 et de +0,6 point en 2023. Cette seconde mesure peut être un majorant car une partie du rebond du solde extérieur s'explique par la baisse de la consommation intérieure des entreprises, en particulier des industries écono-intensives et non par le redémarrage de la production.

Côté demande, la quasi-totalité des effets sur la croissance du redémarrage de la production ont trouvé leur contrepartie dans le solde extérieur (-0,4 point en 2022 et +0,7 point en 2023). La demande intérieure s'est quant à elle un peu ajustée à l'indisponibilité du parc nucléaire : les comportements de sobriété des ménages représentent 0,1 point de PIB en 2022. En 2023, la baisse de la consommation électrique des entreprises a amplifié l'excédent des échanges extérieurs en partie par un comportement de sobriété mais aussi du fait d'une diminution de la production des branches les plus énergivores (dans la papeterie, la métallurgie, la chimie et le caoutchouc-plastique, la production a reculé de -5,3 % en 2023 après -4,0 % en 2022).

### ► 1. Production électrique et solde des échanges

(en TWh)



Source : RTE.

## ... amplifiée par de forts « effets de chaînage » liés au prix de l'énergie

La relative symétrie entre la contribution à la baisse en 2022 et à la hausse en 2023 peut surprendre alors que la production n'a pas entièrement retrouvé en 2023 son niveau de 2021. Cela reflète le rôle du système de prix utilisé pour agréger les productions.

Les comptes nationaux sont publiés en *volumes aux prix de l'année précédente chaînés*. Le PIB agrège des quantités de produits très divers. Ces quantités ne pouvant être sommées directement, elles sont pondérées par des prix. Jusqu'en 2007, l'Insee utilisait pour cela les prix d'une année fixe (*volume à prix constants*), ce qui a l'inconvénient de figer la structure de prix relatifs. L'approche chaînée au prix de l'année précédente permet de faire évoluer la structure de prix avec les changements technologiques et de comportements, évolutions qui sont importantes sur longue période mais d'ordinaire limitées d'une année sur l'autre.

Toutefois, les variations des prix de l'électricité ont été particulièrement heurtées en 2022 et en 2023, le renchérissement du gaz et l'indisponibilité du parc nucléaire français contribuant à l'envolée des cours spot (valorisant une grande part des échanges extérieurs) en 2022. Si la baisse de production de 2022 est valorisée au prix de 2021, la reprise de 2023 est valorisée au prix de 2022 : sa pondération est donc beaucoup plus importante. Les effets de chaînage sont donc plus significatifs que d'ordinaire.

Afin d'évaluer la contribution de l'électricité à cet écart de chaînage, la ► **figure 2** compare les contributions à la croissance des postes de la demande finale en électricité en volume constant et en volume chaîné. En volume constant, la contribution de la demande finale en électricité est de -0,2 point de PIB en 2022 et +0,1 point en 2023, reflétant le rebond partiel de la production. En volume chaîné, leur contribution passe à -0,5 point en 2022 et +0,6 point en 2023. Si le cumul sur deux ans est similaire, la dépendance des évolutions annuelles en volume au choix du système de prix trouve ici une illustration frappante. ●

## ► 2. Contribution à la croissance des emplois et ressources de la branche électricité selon la méthode de partage volume-prix

(évolutions en % et contributions en point de PIB)

	2022		2023	
	Volume chaîné au prix de l'année précédente	Volume à prix constants 2020	Volume chaîné au prix de l'année précédente	Volume à prix constants 2020
Contribution des exportations d'électricité à la croissance du PIB	-0,4	-0,2	0,7	0,1
Contribution des importations d'électricité à la croissance du PIB	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Total de la contribution de la demande intérieure finale en électricité et du solde du commerce extérieur	-0,5	-0,2	0,6	0,1
Valeur ajoutée de la branche	-0,4	-	+0,4	-

**Note** : la décomposition par branche de la valeur ajoutée en volume à prix constant 2020 n'est pas disponible.

**Source** : Insee.